

<http://ugtg.org/spip.php?article329>



Appel pour la deuxième Conférence Caraïbe pour la souveraineté des peuples et l'indépendance des syndicats.



- Actualité -
Date de mise en ligne samedi 30 juillet 2005

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Les 12 et 13 décembre 2002, 13 organisations représentant 9 pays s'étaient réunies en conférence Caraïbe « Contre la déréglementation, pour la défense et la reconquête des droits ouvriers, pour l'indépendance des syndicats, contre l'ALCA « les accords de libre échange qui ruinent l'économie des petits pays déjà sous développés par plus de 3 siècles» de colonisation, pour le droit des peuples de la Caraïbe à disposer d'eux mêmes ».



Trois ans après, comme dans le monde entier, la situation des travailleurs et des peuples de la Caraïbe s'est fortement dégradée : mise sous clef d'entreprises, d'exploitations agricoles, chômage, licenciements, destruction des fonctions publiques, privatisations, flambée de la délinquance, de la drogue, de la prostitution...

Nous avons assisté en février 2004, au kidnapping du Président élu d'Haïti Aristide. Ce kidnapping a été condamné par les pays du CARICOM qui l'ont qualifié de « précédent dangereux pour toute la Région ».

Depuis, la 1ère République noire du monde est occupée, sous commandement Brésilien, par les troupes de l'ONU qui y sèment mort et désolation.

Nous avons assisté à une succession de tentatives, dont des coups d'Etat, orchestrées par les USA, pour renverser le Président élu du Venezuela, Hugo CHAVEZ. Le peuple vénézuélien, puissamment mobilisé, notamment autour de sa nouvelle organisation syndicale indépendante, l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), y a jusqu'ici fait échec.

Nous avons assisté à une escalade de la répression contre le principal syndicat Guadeloupéen, l'UGTG, co-organisateur de la précédente conférence caribéenne. Un de ses dirigeants, Michel Madassamy, a été kidnappé par des hommes cagoulés envoyés par le gouvernement français, puis emprisonné, la forte mobilisation du peuple guadeloupéen soutenue par une campagne internationale de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples a permis sa libération. A ce jour, la répression contre l'UGTG se poursuit.

En novembre 2001 s'est constituée au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) une « Commission de la dimension sociale de la mondialisation » ayant pour but de mettre en oeuvre une « nouvelle gouvernance mondiale » rassemblant « gouvernements, parlementaires, entreprises, membres de la société civile, organisations syndicales, organisations internationales ».

Dans le rapport qu'elle a présenté en Juin 2004 devant la 92ème assemblée de l'OIT, cette commission a indiqué avoir rencontré le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, la Commission Européenne, l'ensemble des Institutions de Bretton Woods. Ce même rapport a été débattu lors du congrès de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) de décembre 2004, au cours duquel a été décidée la fusion entre la CISL et la Confédération Mondiale du Travail (CMT), Il fut aussi l'objet de débats lors du forum syndical mondial précédant le forum social mondial de

janvier 2005.

Proposition a été faite que la prochaine réunion du Forum Social Mondial (FSM) de 2006 soit le congrès constituant de la nouvelle centrale mondiale. Ce FSM est prévu pour janvier 2006 à Caracas.

Autre échéance : émanation du Forum Social Mondial, un Forum Social Caraïben, premier du genre, est prévu en Martinique en juillet 2006, Son budget initial (apparemment révisé depuis) était de 5 millions d'Euros, financé pour 1/3 par le gouvernement français, 1/3 par l'Union Européenne, 1/3 par les collectivités locales martiniquaises. Ses organisateurs sont en relation permanente avec le gouvernement français qui en a déclaré les objectifs conformes à sa politique, notamment de coopération régionale. Ce gouvernement, désavoué par le peuple français le 29 mai 2005 lors du référendum sur le projet de traité de Constitution Européenne, et qui continue pourtant d'appliquer la politique des capitalistes et de l'Union Européenne, supervise toutes les étapes du projet de forum caraïben, l'ensemble des institutions de Bretton Woods. Ce même rapport a été débattu lors du congrès de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) de décembre 2004, au cours duquel a été décidée la fusion entre la CISL et la Confédération Mondiale du Travail (CMT). Il fut aussi l'objet de débats lors du forum syndical mondial précédant le forum social mondial de janvier 2005.

Proposition a été faite que la prochaine réunion du Forum Social Mondial (FSM) de 2006 soit le congrès constituant de la nouvelle centrale mondiale, Ce FSM est prévu pour janvier 2006 à Caracas.

Autre échéance : émanation du Forum Social Mondial, un Forum Social Caraïben, premier du genre, est prévu en Martinique en Juillet 2006. S'in budget Initial (apparemment révisé depuis) était de 5 millions d'Euros, financé pour 1/3 par le gouvernement français, 1/3 par l'Union Européenne, 1/3 par les collectivités locales martiniquaises. Ses organisateurs sont en relation permanente avec le gouvernement français qui en a déclaré les objectifs conformes à sa politique, notamment de coopération régionale. Ce gouvernement, désavoué par le peuple français le 29 mai 2005 lors du référendum sur le projet de traité de Constitution Européenne, et qui continue pourtant d'appliquer la politique des capitalistes et de l'Union Européenne, supervise toutes les étapes du projet de forum Caraïben.

Les travailleurs ont-ils un bilan positif à tirer des différentes expériences d'association Capital Travail, prétendant substituer à un « syndicalisme lutte de classe et de « contestation » un syndicalisme de propositions « et « d'accompagnement » au service des Intérêts des gouvernements et entreprises capita-listes ?

A l'inverse, peuvent-ils tirer un bilan positif des expériences de luttes syndicales indépendantes ? Les peuples ont-ils un bilan positif à tirer des interventions des puissances étrangères et des occupations militaires sous couvert de l'ONU ? A l'inverse, peuvent-ils tirer un bilan positif des expériences de résistance à ces interventions étrangères ?

C'est cela qui est mis à l'ordre du jour de la 2ème Conférence Caraïbe pour la souveraineté des Peuples et pour l'Indépendance des syndicats qui aura lieu les 16 et 17 décembre en Guadeloupe sur la base de l'autofinancement de chaque délégation. Les organisations soussignées invitent à participer, à cette conférence et soumettent ces questions au débat du mouvement ouvrier et démocratique de la Caraïbe.

Il s'agit de renforcer la coopération entre les peuples et singulièrement entre les travailleurs de la Caraïbe à partir de nos bases culturelles communes et de nos origines partagées.

C'est par la libre discussion, sur une base de faits Indiscutables, que nous pourrons ensemble trouver des solutions positives aux problèmes qui nous assaillent.

Premières organisations signataires ;

- ▶ **Dominique** : National Worker's Union (NWU) ; Dominica Trade Union (DTU),
- ▶ **Guadeloupe** : Mouvman NONM ; Travayé é Pèyizan ; Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG).
- ▶ **Haïti** : Organisation Générale Indépendante (Travailleurs Haïtiens (OGITH) ; Confédération Générale des Travailleurs Haïtiens (CGTH)
- ▶ **Martinique** : Alliance Ouvrière et Paysanne (AOP)

Cet appel a reçu le soutien de l'Entente Internationale des Travailleurs et des Peuples.

Adopté à Roseau, Dominique, le 30/07/05